



Déclaration liminaire du SNUipp-FSU 05 à la CAPD du 18 septembre
2015

Monsieur le Dasein, Mesdames et Messieurs les membres de la CAPD.

Voilà un peu plus de quinze jours qu'élèves et enseignants ont repris le chemin de l'école. Mais la grogne monte. Si cette rentrée s'est faite avec un enseignant devant chaque classe qu'en est-il réellement sur le terrain ?

- Des promesses non tenues sur la mise en place d'un dispositif d'aide par le biais d'un maître supplémentaire, dans des classes multi niveaux avec des effectifs importants, notamment à Montmaur, La Faurie, Jarjayes.
Par exemple on se retrouve avec une classe unique à la Faurie de 29 élèves. Une solution « de fortune » a été trouvée : quatre élèves de CM2 ont été délocalisés sur l'école d'Aspres-sur Buëch, dans une classe de CM1-CM2 à 27 élèves dont 4 d'entre eux en situation de handicap nécessitant la présence d'AVS. Soit, à la Faurie, on passe de 29 à 25 élèves pour 4 niveaux. Mais doit-on se satisfaire de cette situation ? A-t-on amélioré les conditions d'apprentissage de ces élèves ? Les conditions de travail de l'enseignant ? Certainement pas. Que se passera-t-il s'il arrive des inscriptions en CM1 ou CM2 que ce soit sur Aspres ou sur La Faurie ? Le principe des vases communicants a ses limites et ne fonctionne plus lorsque les vases sont pleins comme ici.
- Un certain nombre de RASED sont incomplets. Par exemple, celui de l'Argentière ne comprend que le seul psychologue, celui d'Embrun se résume au maître E, ce qui conduit à écarter les maternelles du dispositif d'aide. De quoi favoriser la réussite de tous les élèves. Pour au moins un d'entre eux, des interventions en sixième au collège de secteur sont prévues en période 1, interventions qui ne se feront donc pas dans les écoles. Si l'intention est louable sa mise en œuvre ne doit pas se faire au détriment du suivi de nos élèves du primaire, ni sur les moyens du premier degré déjà très insuffisants pour faire face à l'augmentation inquiétante dans nos classes d'élèves nécessitant une prise en charge. C'est de nouveau « déshabiller Pierre pour habiller Paul ».
- La loi de 2005 sur l'accueil des enfants en situation de Handicap, s'est faite à marche forcée, sans mettre en place les moyens nécessaires à l'accueil de ces élèves dans de bonnes conditions. Pour eux en premier lieu, mais aussi pour les enseignants qui les accueillent. En ce début d'année, de nombreux collègues se trouvent démunis, par le manque d'AVS – pourtant prescrits- pour l'accompagnement de ces enfants en difficulté scolaire et/ou comportementale.
Nous tenons à souligner que le SNUipp-FSU a toujours été favorable à cet accueil, pour peu que l'on y mette les moyens humains et matériels nécessaires.
Les personnels AVS sont des personnels précaires, rémunérés au SMIC et dont les conditions de travail sont très difficiles, avec parfois des déplacements importants non pris en compte. Dans ces conditions, il est clair que le vivier est restreint et que les notifications MDPH ne peuvent être honorées. Mais les élèves sont pourtant dans nos classes.
- Une formation continue réduite à sa portion congrue, aucun stage à public non désigné pour les enseignants de l'élémentaire, aucun dispositif de formation à candidature individuelle n'est proposé à l'enseignant lambda, qui constitue pourtant la majorité de nos effectifs. Ah si ! Une formation sur la laïcité est programmée un jeudi mais ne s'adresse qu'aux enseignants à temps partiel qui ne travailleraient pas ce jour-là car le remplacement des stagiaires est impossible.
- Concernant l'allègement des tâches des directeurs, il semblerait que ses effets tardent à se

concrétiser sur le terrain. Où en est-on de la rédaction des protocoles académiques ? Au niveau départemental, un seul groupe de travail a eu lieu à ce sujet.

Non, la rentrée ne s'est pas faite sous les meilleurs auspices. Les conditions de travail des enseignants se dégradent continuellement.

Non, l'Ecole n'est pas à la hauteur, mais les enseignants sont sur le terrain depuis la rentrée et font de leur mieux avec les moyens alloués et attendent encore de voir concrètement en quoi consiste la « priorité à l'école primaire » qu'on leur a fait miroiter.

Peu de reconnaissance, effectifs des classes trop lourds, point d'indice gelé, absence de mesures catégorielles consistantes temps de travail « invisible » non reconnu, suppression des indemnités péri-éducatives, travail empêché par des conditions d'exercice devenues très difficiles, une ISAE qui s'apparente à une aumône, formation superficielle et insuffisante etc : les collègues sont essouffés, épuisés, désabusés. Ils ont le sentiment de ne pas être soutenus mais au contraire d'être souvent dénigrés et responsables de tous les maux de la société.

Oui : la profession va mal.

Gap le 18, septembre 2015